

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE

Session 2019

HISTOIRE-GÉOGRAPHIE

Série sciences et technologies du management et de la gestion

Durée de l'épreuve : 2 heures 30 - Coefficient : 2

Le candidat ou la candidate doit répondre à toutes les questions de la 1^{re} partie.
10 points

Le candidat ou la candidate traitera au choix un seul des quatre exercices de la 2^{de} partie.
10 points

Ce sujet comporte 15 pages numérotées de 1/15 à 15/15

L'USAGE DE LA CALCULATRICE EST STRICTEMENT INTERDIT

La feuille **annexe page 15** est à rendre avec la copie d'examen.

PREMIÈRE PARTIE

Questions d'histoire :

1) Démontrez en vous appuyant sur deux exemples que le réveil des nationalités bouleverse la carte de l'Europe à la fin de la guerre froide.

(2 points)

2) Expliquez deux défis auxquels font face les nouveaux États devenus indépendants après 1945.

(2 points)

3) Montrez par un exemple daté que la V^e République a évolué vers la présidentialisation.

(1 point)

Questions de géographie :

4) Nommez et caractérisez une aire de puissance de votre choix.

(2 points)

5) Remplir la carte et sa légende en annexe.

(2 points)

6) Montrez par un exemple que la France est une grande puissance diplomatique.

(1 point)

SECONDE PARTIE

Le candidat ou la candidate traitera au choix un seul des quatre exercices.

Exercices portant sur les sujets d'étude du programme d'histoire

Exercice n°1 / Sujet d'étude : l'Amérique latine entre domination traditionnelle des États-Unis et remise en cause du leadership nord-américain

Document : les États-Unis et l'Amérique latine depuis 1945

Pour les États-Unis promus au rang de superpuissance mondiale en 1945, l'Amérique latine ne figure pas parmi les priorités en matière de diplomatie. [...] Tout change à partir de 1947 : les États-Unis se montrent de plus en plus préoccupés par une possible menace de subversion communiste en Amérique latine. [...] La révolution cubaine (1959) provoque un véritable traumatisme dans toute l'Amérique latine. Elle devient pour certains l'exemple à suivre. Cuba démontre que des changements révolutionnaires peuvent être engagés même contre la volonté du grand-frère nord-américain. Le danger d'une expansion de la révolution provoque dans l'immédiat des réflexes de survie. À plus long terme, le spectre de la menace communiste sera maintes fois agité par les États-Unis pour s'ingérer dans les affaires du sous-continent. Afin de prévenir une possible contagion communiste, les militaires, parfois avec l'appui des États-Unis, préfèrent saisir directement le pouvoir. Les coups d'États préventifs se succèdent à un rythme effréné, notamment entre 1962 et 1968, contre des présidents pour la plupart élus : mars 1962 en Argentine et juillet 1962 au Pérou, mars 1963 au Guatemala et juillet 1963 en Équateur, septembre 1964 en République dominicaine, octobre 1964 au Honduras, avril 1964 au Brésil et novembre 1964 en Bolivie, juillet 1966 en Argentine, octobre 1968 au Pérou et au Panama. [...] Dès la fin de l'année 1959, la CIA commence à réfléchir à des scénarios pour renverser Fidel Castro. Les exilés cubains qui affluent à Miami sont disposés à apporter leur soutien à n'importe quelle solution qui les débarrasserait de Castro. En juillet 1960, l'option d'une invasion est retenue et [le président américain] Eisenhower accepte que des troupes soient entraînées à cet effet. Un camp d'entraînement est installé au Guatemala. [...] La tentative d'invasion a lieu le 17 avril 1961 dans la baie des Cochons et se solde par un véritable fiasco. Les attaquants sont attendus par les troupes de Castro et ne reçoivent aucune protection aérienne de la part des États-Unis. L'événement constitue un triomphe pour Castro. Les États-Unis ont dévoilé leurs véritables intentions. Mais, à la différence du Guatemala (1954), c'est un échec. [...]

Le reste des années 1960 est marqué par un tournant dans les relations internationales. [...] L'ère de la détente signifie un meilleur accommodement entre les deux grandes puissances : cela contribue à installer l'Amérique latine dans un climat de détente. [...] Les États-Unis peuvent détourner un temps leur regard de l'Amérique latine. [...] L'Amérique latine est donc gommée de l'agenda de politique étrangère de l'administration républicaine. Il est vrai que la guerre du Vietnam accapare toute son attention et le sous-continent est seulement invité à la stabilité, démocratique ou autoritaire. [...] Ce contexte international de détente des années 1963-1973 facilite l'éclosion du réformisme. Ainsi, dans plusieurs pays, des expériences conduites par la gauche au pouvoir ont elles, plus d'ailleurs par leur échec que par leurs succès, des conséquences durables. [...] Le Chili est le pays d'Amérique latine qui s'engage le plus loin dans la voie de la construction du socialisme. Les élections du 4 septembre 1970 ont vu la victoire de Salvador Allende. Allende et son gouvernement de coalition auquel participent divers partis de gauche, engage immédiatement des réformes importantes comme une vague de nationalisations et une réforme agraire visant à redistribuer les terres dans le pays. [...] Mais, les difficultés économiques rendent la poursuite de l'expérience socialiste périlleuse. [...] Entre avril et septembre 1973, le président Allende cherche diverses issues à la crise, sous la forme

d'ajustements économiques et de remaniements ministériels. En vain. Le 11 septembre 1973, le président Allende se suicide dans son palais présidentiel de la *Moneda*, alors que l'armée donne l'assaut. Le coup d'État militaire du général Pinochet sanctionne l'échec politique de la gauche chilienne et l'agressivité de la droite conservatrice appuyée financièrement par les États-Unis. [...]

Singulières années 1980. Alors que tous les augures leur semblaient défavorables – crise économique, poussée de sève impérialiste aux États-Unis – elles sont porteuses de profonds bouleversements qui amènent la quasi-totalité des pays latino-américains à engager des processus de transition vers la démocratie et le libre-échange économique. La décennie se clôt avec l'effondrement du monde communiste qui fait disparaître toute alternative au modèle de la démocratie de marché. [Mais] en Amérique centrale et dans les Caraïbes, les démocratisations prennent la forme d'une imposition. Le Salvador est ainsi l'objet de fortes pressions de la part des États-Unis qui souhaitent entourer le Nicaragua sandiniste¹ de « vitrines » démocratiques. Le Panama est, quant à lui, tout simplement envahi par les Nord-Américains, à l'occasion, en décembre 1989, d'une opération de police consistant à renverser et arrêter un dictateur pour le remplacer par un président vainqueur supposé d'une élection annulée six mois plus tôt. [...]

Au lendemain de la fin de la guerre froide, telle une vague submergeant tout le continent, la démocratie s'installe partout en Amérique latine, n'épargnant guère que Cuba ou le Venezuela. [...] L'Amérique latine presque entièrement démocratisée constitue une zone émergente vers laquelle les États-Unis portent un regard nouveau. « Il nous est impossible de nous rappeler d'une époque où se présentaient de meilleures conditions pour une coopération constructive et soutenue entre les nations américaines. La guerre froide est terminée et la politique latino-américaine des États-Unis n'est plus façonnée par des préoccupations sécuritaires. Les inquiétudes latino-américaines au sujet d'une domination politique et économique des États-Unis dans la région ont disparu, avec les craintes d'une intervention unilatérale des États-Unis. Aujourd'hui, à travers les Amériques, nous voyons une convergence d'intérêts et de valeurs autour de la démocratie politique, la compétitivité globale et le progrès économique et social » déclare le vice-président des États-Unis, Al Gore, en décembre 1993 à Mexico. [...] Que les relations interaméricaines évoluent vers une convergence de valeurs démocratiques n'empêche pas l'Amérique latine d'être inquiète quant à la montée en puissance commerciale des États-Unis dans le continent. L'exemple du Mexique dans l'ALENA² est là pour dessiner un avenir possible de l'Amérique latine dans la ZLEA³ : une dépendance économique presque totale à l'égard des États-Unis. Pour écarter une telle perspective, l'Amérique latine, et tout particulièrement les pays du Mercosur⁴, entament des négociations [commerciales] avec l'Europe. [...] Pour l'Amérique latine au tournant du siècle, l'essentiel est de profiter de son statut exceptionnel, dans son histoire et dans le contexte international, de zone de paix, de prospérité émergente et de stabilité économique, pour entretenir des relations équilibrées entre l'Europe et les États-Unis.

¹ Mouvement opposé aux États-Unis.

² Accord de libre-échange nord-américain (Canada, États-Unis, Mexique).

³ Zone de libre-échange des Amériques.

⁴ Marché commun du Sud (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay).

Source : D'après Olivier Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, rééd. 2006, p.107-241.

Questions :

- 1) Montrez que l'Amérique latine a longtemps vécu sous la domination des États-Unis.
- 2) Montrez que cette domination a suscité de nombreuses contestations.
- 3) Expliquez le changement des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine à partir des années 1990.
- 4) Dégagez des périodes distinctes dans la politique des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine.

Exercice n°2 / Sujet d'étude : le Moyen-Orient et le pétrole

Document 1 : le pétrole du Moyen-Orient dans les relations internationales depuis 1945

À partir de 1945, le Moyen-Orient prend une place de plus en plus importante dans la production mondiale de pétrole. [...] La croissance de la production pétrolière entre 1945 et 1959 donne en effet au Moyen-Orient une importance accrue : en 1945, la région contrôle 7 % de la production mondiale, mais c'est 24 % en 1959. En 1956, la part américaine dans cette production dépasse les 55 %. En effet, les États-Unis y ont élargi leur influence à partir de l'Arabie Saoudite. [...] Avec la guerre froide qui commence en 1947, les Américains considèrent que la région est la zone au contact le plus immédiat de l'URSS. Toute leur politique repose donc sur l'aide à apporter aux États non communistes de la région comme la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran et Israël. [...]

La guerre d'octobre 1973 transforme radicalement la physionomie du marché pétrolier dans le monde, parce que les prix du baril croissent rapidement au-delà de tout ce que l'opinion commune pouvait imaginer, ensuite parce que les rapports entre pays producteurs et pays consommateurs sont modifiés. Jusqu'ici les consommateurs par le biais des *majors*¹, imposaient leurs vues et leurs prix, malgré la création de l'OPEP² en 1960 ; désormais, ils subissent la loi des producteurs qui ont baissé brusquement la production. [...] Le premier choc pétrolier est marqué par une hausse rapide des prix entre octobre 1973 et début 1974 : peu après le début de la guerre, les producteurs arabes décident, le 16 octobre, l'embargo sur les exportations pétrolières vers les États-Unis et le Portugal qui a accepté de voir les avions de transport américains utiliser les Açores pour aider Israël. [...] Entre octobre 1973 et janvier 1974, le prix du baril quadruple. [...] Le prix bondit à nouveau en 1979, quand s'affaisse la production iranienne et que l'Irak attaque l'Iran en septembre 1980. Le second choc pétrolier de 1979 fait plus que doubler le prix du baril durant l'année 1980, passant de 12 à 26 dollars. En 1982, le baril est même à 34 dollars. [...]

Les chocs pétroliers ont-ils transformé les relations internationales ? Assurément, désormais personne ne doute plus que le pétrole du Moyen-Orient est un des facteurs de la vie internationale ; cela donne à la voix des États pétroliers arabes une force politique croissante : les voyages [dans la région] des dirigeants européens (Giscard d'Estaing) et américains (Nixon et Johnson) témoignent des changements dans le jeu des relations internationales. [...] L'URSS parce qu'elle est l'autre supergrand doté d'un arsenal militaire nucléaire susceptible de détruire les États-Unis, devient un acteur majeur au Moyen-Orient. [...] De 1973 à 1980, les États-Unis et l'URSS vendent des armes à leurs clients respectifs : les États-Unis pour 18 milliards de dollars, l'URSS pour 20 milliards de dollars, et ils contribuent ainsi à maintenir les tensions dans la région. [...]

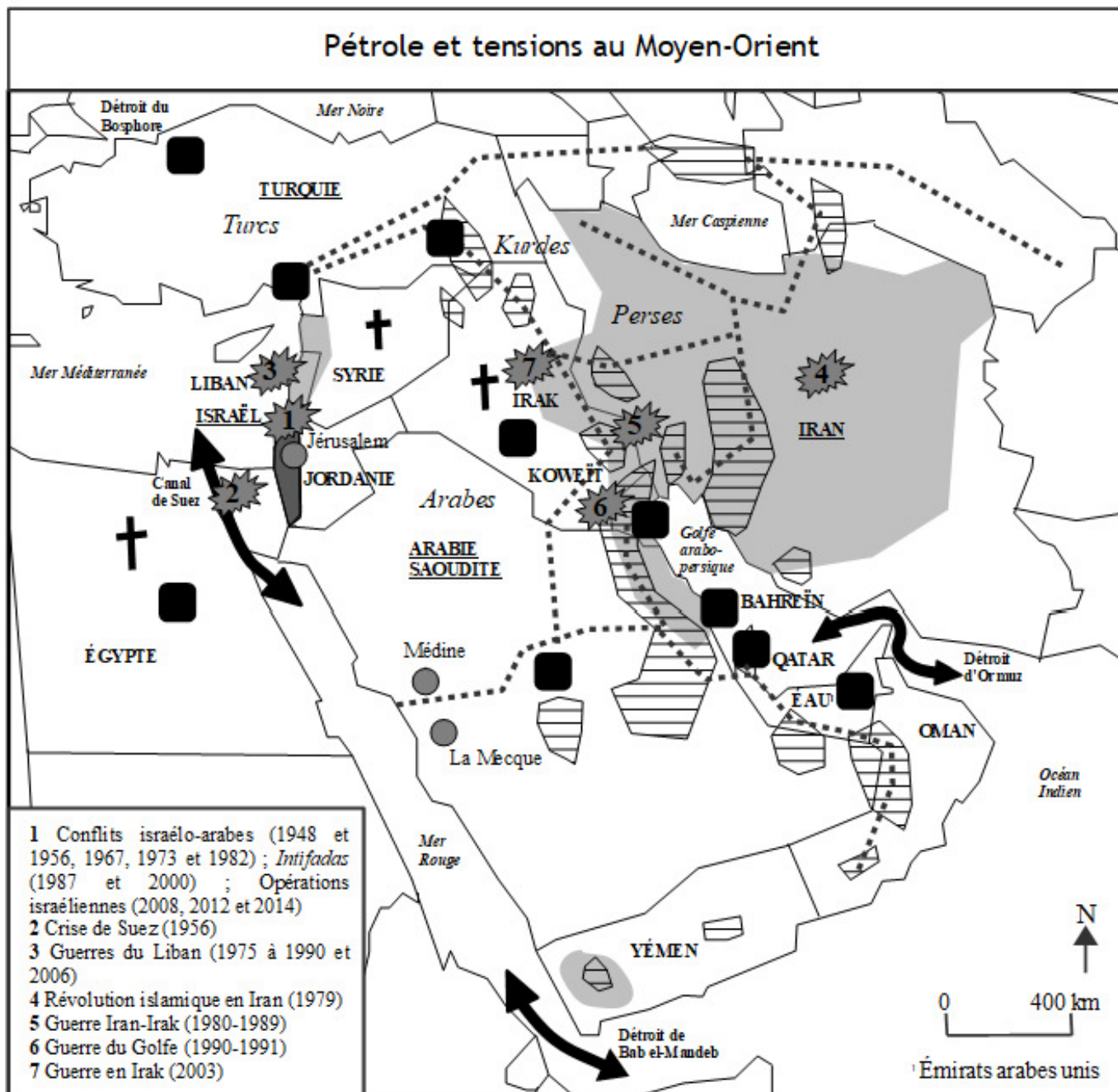
La hausse des prix incite les sociétés anglo-saxonnes à se détourner du Moyen-Orient. Elles prospectent en Afrique occidentale, en Amérique latine et en Europe occidentale, où la production y augmente respectivement de +10 %, +48 % et +152 % entre 1980 et 1995. Les consommateurs se tournent vers d'autres sources d'énergie, le charbon (+8 %), le gaz (+45 %) et surtout l'électricité nucléaire (+264 %).










¹ Les grandes compagnies pétrolières.

² Organisation des pays exportateurs de pétrole.

Source : André Nouschi, *Pétrole et relations internationales depuis 1945*, Armand Colin, Paris, 1999, p.50-51, 66 et 129.

Document 2 :



<p>Légende :</p> <p>1- <u>Une région pétrolière hautement stratégique :</u></p> <p>a) <u>La première région pétrolière du monde</u> (en 2012 : la moitié des réserves prouvées de pétrole du monde)</p> <p> Gisements de pétrole</p> <p>..... Principaux oléoducs</p> <p>b) <u>Une zone de passage pour le commerce pétrolier maritime</u></p> <p> Passages maritimes</p> <p>2- <u>Une mosaïque ethnique et religieuse :</u></p> <p>a) <u>Un peuplement diversifié</u></p> <p><i>Perses</i> Peuple</p> <p>b) <u>Le berceau de trois monothéismes</u></p> <p> Musulmans sunnites</p> <p> Musulmans chiites</p> <p> Juifs</p>	<p> Minorités chrétiennes</p> <p> Lieu saint</p> <p>3- <u>Une zone sous tensions :</u></p> <p>a) <u>Foyer de tensions depuis 1945</u></p> <p> Guerres et conflits depuis 1945</p> <p>b) <u>Jeux de puissance</u></p> <p> Présence militaire des États-Unis</p> <p><u>ARABIE SAOUDITE</u> Quatre puissances régionales</p>
---	--

Source : D'après Fabrice Balanche, « Géopolitique du Moyen-Orient », *La Documentation photographique*, La documentation française, Paris, 2014, p.11.

Questions :

- 1) Identifiez des moments clés dans les variations des prix du pétrole et leurs conséquences (document 1).
- 2) Montrez que le pétrole n'est pas la seule source de tensions au Moyen-Orient (document 2).
- 3) Par quels moyens les grandes puissances mondiales interviennent-elles au Moyen-Orient (documents 1 et 2) ? Comment remettent-elles en cause le poids pétrolier du Moyen-Orient (documents 1 et 2) ?
- 4) Comment a évolué la place du Moyen-Orient dans les relations internationales (document 1) ? Dégagez des périodes distinctes.

Exercice n°3 / Sujet d'étude : les Français dans le monde : de nouvelles mobilités

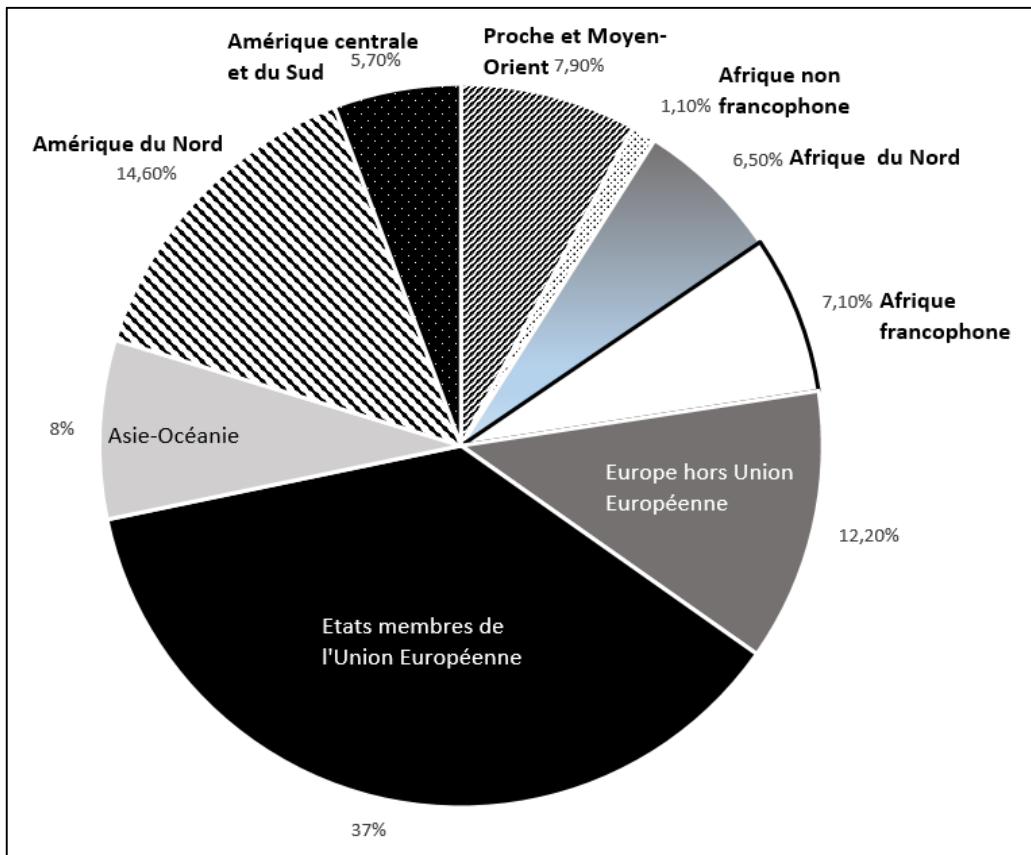
Document 1 : les expatriés en chiffres

Répartition des expatriés (en %) en fonction de l'âge et du type de séjour

Type de séjour	Moins de 25 ans	De 26 à 60 ans	Plus de 60 ans	Moyenne
Retraite	0	1,1	39,9	13,6
Séjour étudiant	35,5	1,5	0,4	12,5
ONG/humanitaire	2,5	2,4	1,8	2,2
Autre	5,4	7,1	6,9	6,4
Raisons familiales	18,3	31,1	26,4	25,3
Raisons professionnelles	38,3	56,8	24,6	40

Répartition des expatriés (en %) en fonction du sexe et du type de séjour

Type de séjour	Femmes	Hommes
Retraite	2,8	8,7
Séjour étudiant	4,4	3,5
ONG/humanitaire	2,5	2,2
Autre	7,1	6,8
Raisons familiales	41,5	19,4
Raisons professionnelles	41,6	59,4



Localisation des Français à l'étranger.

Source : Ministère des affaires étrangères, *Enquête sur la situation des Français de l'étranger*, 2013 et 2017, consulté le 13 novembre 2018.

Document 2 : les liens entre les expatriés et leur pays d'origine

La France est un pays qui porte l'universalité dans ses gènes, qui ne se comprend, ne s'explique, n'est à la hauteur de son Histoire et de son destin, que lorsqu'elle se vit justement au contact du reste du monde. À ce titre, les Françaises et Français de l'étranger participent de ce destin français. Ce sont des histoires particulières, individuelles, les uns ont des histoires amoureuses, les autres des histoires familiales, ce sont parfois des histoires de plusieurs générations, ce sont d'autres fois des histoires professionnelles. Mais vous (les plus de deux millions de nos concitoyens qui irriguent le reste du monde) représentez des femmes et des hommes qui portent un bout de France à travers le reste du monde. [...] Vous représentez ces entreprises françaises, ces Françaises et ces Français qui entreprennent, qui investissent dans d'autres pays. [...]

Je n'oublie pas votre souci majeur : pouvoir offrir à vos enfants un enseignement scolaire de qualité qui conserve un lien fort avec la France, et c'est légitime. [Cet enseignement est] une manière d'assurer la transmission de références culturelles, historiques, de valeurs. Il est indispensable pour préserver un lien avec la République et le reste de la communauté nationale. Pour ceux qui s'expatrient pour quelques années seulement, c'est le moyen de garantir à leurs enfants qu'ils pourront aussi réintégrer facilement une scolarité, lorsqu'ils auront à revenir. Notre capacité à rayonner, c'est celle d'avoir un système éducatif performant qui fait que les enfants des cadres, des autres ambassades ou des entreprises non françaises, vont aussi parfois mettre les enfants à l'école française parce que c'est la meilleure ! Mais c'est très bon pour nous parce que c'est très bon ensuite pour notre capacité à rayonner, à continuer à faire des affaires ou des échanges culturels ou scientifiques avec lesdits pays. Et l'étendue du réseau d'enseignement français à l'étranger, dont les effectifs se sont accrus de 50 % en vingt ans relève, à ce titre, du tour de force. [...]

Aucun autre pays aussi développé soit-il n'offre à ses ressortissants à l'étranger, autant de services administratifs et de soutien que la France. Notre administration accompagne et soutient les expatriés au moment où ils quittent l'Hexagone pour rejoindre le pays de leur destination, dans les différentes phases de leur expatriation en évitant là aussi toutes les ruptures et elle accompagne également l'expatriation jusqu'au retour parce que ce n'est pas forcément à l'étranger que se trouvent toutes les embûches. Je souhaite que dès à présent, nous puissions aller plus loin en termes de dématérialisation et de numérisation. C'est ce que demandent nos compatriotes établis à l'étranger. [...] Je sais que certains d'entre vous à cet égard s'inquiètent du risque de fracture numérique. [...]

Il est un domaine à ce titre dans lequel notre volonté de dématérialisation n'a pas encore abouti, c'est celui du vote électronique. Je me souviens il y a un an que beaucoup d'entre vous ont pu être déçus de sa suspension et un peu plus tard de sa suspension pour le scrutin législatif. [...] Mais nous n'avons pas le droit que ceci arrive deux fois, parce que, qu'il y ait des attaques et enjeu de cybersécurité, c'est connu, mais nous y travaillons d'arrache-pied au niveau international. [...] Je demande à l'administration et au ministre qu'une solution parfaitement sécurisée puisse être utilisée lors des prochaines élections consulaires de 2020 et sur cette base, que toutes les améliorations qui seraient indispensables puissent être conduites pour que, lors des législatives de 2022, il n'y ait plus aucun débat. [...] Ne soyons pas pour autant naïfs, le vote en ligne ne permettra pas à lui seul, en tout cas pas totalement, d'augmenter la participation à un niveau suffisamment satisfaisant. Et l'expérience de 2012 en atteste. Le problème le plus fondamental reste celui de l'intérêt de nos compatriotes vivant à l'étranger pour les scrutins nationaux au-delà de l'élection présidentielle qui seule parvient à les mobiliser et c'est aussi pour cela que je suis devant vous aujourd'hui. Je pense qu'il est essentiel qu'il y ait une vitalité démocratique dans toutes les communautés françaises à travers le reste du monde et que nous devons collectivement les faire vivre ; c'est pour cela que dans chacun de mes déplacements, je m'attache à aller voir les Françaises et les Français vivant à l'étranger, nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une situation où, dans de trop nombreux endroits,

il y a une forme de déprise qui s'est installée ou une distance avec le pays, une distance avec les grands débats du pays parce qu'à ce moment-là quelque chose de nous est perdu.

Source : Emmanuel Macron, discours du président de la République à la 27^e session plénière de l'Association des Français de l'étranger (AFE), Paris, 2 octobre 2017, service de presse de la présidence de la République, www.elysee.fr, consulté le 13 novembre 2018.

Questions :

- 1) Présentez les raisons principales de l'expatriation et dégagez des tendances en fonction de l'âge et du sexe des expatriés (documents 1 et 2).
- 2) Décrivez et expliquez les principales localisations géographiques de l'expatriation (document 1).
- 3) Montrez que l'expatriation est un facteur de rayonnement mondial de la France (documents 1 et 2).
- 4) Décrivez les liens que les expatriés entretiennent avec leur pays d'origine. Quelles sont les limites au maintien de ces liens (document 2) ?

Exercice n°4 / Sujet d'étude : les engagements militaires et humanitaires de la France et des Français dans le monde

Document : les engagements humanitaires et diplomatiques de la France

Si les conflits armés interétatiques sont devenus moins fréquents depuis la fin de la Guerre Froide, les affrontements armés ont pris des formes nouvelles : les conflits locaux ou infra-étatiques ont fortement progressé, dans un contexte de fragmentation des sociétés qui accroît les tensions politiques et socioéconomiques. 278 conflits armés étaient recensés en 2006 ; on en dénombrait 402 en 2016. Les conflits sont aujourd'hui à l'origine de la plus grande partie des besoins humanitaires à travers le monde : 23 pays, sur les 25 ciblés par les plans de réponse humanitaires pour 2018 coordonnés par l'ONU, se trouvent en situation de conflit. Les conflits armés sont également la première cause de déplacements forcés (déplacés internes et réfugiés), dont le nombre est passé de 39,5 millions en 2006 à 45,1 millions en 2012 et à 65,6 millions en 2016, soit l'équivalent d'un mouvement de population de la taille d'un pays comme la France.

La fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles sont sans précédent dans l'histoire contemporaine, notamment du fait des évolutions climatiques. La vulnérabilité aux pandémies augmente du fait de la circulation croissante des populations, de l'explosion démographique, de la concentration urbaine et du changement climatique. Si, jusqu'au début des années 1990, moins de 300 catastrophes par an étaient observées dans le monde, on en comptabilise plus de 500 chaque année depuis le début des années 2000. [...] Les crises tendent, par ailleurs, à se prolonger. [...]

Afin d'être en mesure de répondre de façon adéquate à des besoins en croissance, la France s'engage à consacrer des moyens plus importants à ces outils de l'action humanitaire, dans le cadre de l'augmentation de l'effort de la France en matière d'aide publique au développement (passage à 0,55% du PIB en 2022). Avec plus de 8 milliards d'euros par an, la France est le 5^e contributeur mondial d'Aide publique au développement (APD). [...]

Notre pays a aussi favorisé la création d'un espace de concertation pérenne avec les acteurs non étatiques : le Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSDI), instauré en 2013, permet une concertation régulière entre les différents acteurs du développement et de la solidarité internationale. Il regroupe autour de l'État des acteurs français et étrangers, représentant notamment les organisations non gouvernementales (ONG) comme la Croix-Rouge, Handicap International ou Médecins sans frontières, les entreprises et les collectivités territoriales. [...] Pour prendre en charge les situations d'urgence, le Fonds d'urgence humanitaire (FUH) permet de favoriser une sortie de crise. En 2016, 67% des fonds du FUH ont été affectés au Moyen-Orient. [...] Le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID), réuni par le Premier ministre le 8 février 2018, a pris à cet égard un engagement fort : il a annoncé que « la France [...] prendra sa part dans l'augmentation mondiale des financements destinés à l'action humanitaire et à la stabilisation en sortie de crise. Elle y consacrera en 2022 une contribution bilatérale et multilatérale qui s'élèvera à 500 millions d'euros, transitant notamment par le Fonds d'urgence humanitaire et les agences humanitaires de l'ONU. » La contribution française à l'action humanitaire sera ainsi plus que triplée par rapport à 2017. [...]

Face à la paralysie du Conseil de sécurité dans la crise syrienne, la France a proposé en 2013 un encadrement du recours au veto en cas d'atrocités de masse sous la forme d'un engagement collectif, informel et volontaire des membres permanents. Il s'agit pour les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de procéder à un encadrement volontaire par eux-mêmes du droit de veto¹. Cet encadrement n'impliquerait pas de changement de la Charte. L'initiative sur le veto a recueilli un accueil favorable aux Nations unies et est désormais au centre des débats sur la réforme du Conseil de sécurité et, plus généralement, sur la prévention des atrocités de masse. Ainsi, au 1^{er} septembre 2017, une centaine de pays ont signé une déclaration politique de soutien à nos efforts, présentée par la France et coparrainée par le Mexique.

Afin de montrer le chemin, le président de la République a annoncé le 28 septembre 2015, lors du 70^e anniversaire des Nations unies, que la France renonçait unilatéralement, en cas d'atrocités de masse, à recourir au veto contre un projet de résolution crédible visant à mettre un terme à ces atrocités.

¹ Depuis 2011, la Russie a usé à douze reprises de son droit de veto sur la crise syrienne. Le dernier veto remonte à février 2017 : la Russie s'opposait à des sanctions contre l'armée de Bachar el-Assad accusée d'avoir utilisé des armes chimiques.

Source : ministère de l'Europe et des affaires étrangères, *Stratégie humanitaire de la République française (2018-2022), Mémoire de la France sur ses politiques de coopération*, rapport d'octobre 2017, www.diplomatie.gouv.fr, consulté le 13 novembre 2018.

Questions :

- 1) Pourquoi les besoins d'aide humanitaire sont-ils de plus en plus importants ?
- 2) Présentez les acteurs de l'aide humanitaire française et les cadres dans lesquels ils interviennent.
- 3) Montrez que la France cherche à utiliser son poids diplomatique à des fins humanitaires.
- 4) Décrivez la limite de cette action diplomatique.

ANNEXE

À rendre avec la copie d'examen



Légende :	
Figurés	Type de territoires
	Une ville mondiale
	Un pays des BRICS
	Un grand port de commerce
	La mégalopole japonaise